

Votre demande concerne : ☐ Subvention 500 euros ☐ Prêt à Taux 0% 1500 euros

L'ENTREPRISE

- Nom de l'entreprise :
- Activité de l'entreprise :
- Nom(s) du et/ou des dirigeant(s) : Prénom(s) :
- Fonction :
- Forme juridique :
- Date de Création :
- Numéro de SIRET :
- Adresse :
- Code postal : Ville :
- Courriel :

ACTIVITÉ

- Nombre de salariés :
- Est-ce l'activité principale ? : ☐ oui ☐ non
- Votre activité a-t-elle été soumise à l'obligation de fermeture le 17/03/2020 ? : ☐ oui ☐ non
- L'entreprise est-elle à jour de ses obligations fiscales et sociales à fin Février 2020 ? : ☐ oui ☐ non
- L'entreprise a-t-elle subi un redressement judiciaire ? ☐ oui ☐ non
- L'entreprise a-t-elle bénéficié d'une autre aide ? : ☐ oui ☐ non Montant :
- Avez-vous mis en place le chômage partiel ? : ☐ oui ☐ non
 - Si oui pour combien de salariés ? :

Liste des pièces à fournir :

- Formulaire de demande
- Attestation sur l'honneur à compléter
- Extrait K-bis de moins de 3 mois
- RIB de l'entreprise

Dossier de demande d'aide à déposer :

CCOP – 5 rue Tassart
60120 BRETEUIL-SUR-NOYE
ou par mail à m.vicart@cc-oisepicarde.fr

👉 Quelles mesures barrières avez-vous dû mettre en place pour la continuité de votre activité ou son redémarrage ?

👉 Quelles actions avez-vous prévues à l'issue de la période de confinement pour encourager la relance de votre activité ?

Pour permettre l'instruction du dossier, vous vous engagez à fournir toutes les pièces demandées par le référent de votre dossier, ainsi que le bilan comptable 2020 en N+1 (2021). Les dossiers incomplets ne seront pas traités.

Je soussigné(e),, atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés.

Fait à le

Nom, Prénom et signature

Le traitement de vos données à caractère personnel est mis en œuvre conformément aux dispositions de la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen (UE) dit RGPD n°2016/679. Conformément à ces textes vous bénéficiez notamment d'un droit

d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au délégué à la protection des données de l'organisme dont vous dépendez